



Le Chemin des Dames : responsabilités et dérobadés du pouvoir politique

cahier de la pensée mili-Terre

Par le Colonel Henri ORTHOLAN

publié le 15/12/2018

Histoire & stratégie

Pourquoi le Chemin des Dames ? La question mérite d'être posée, non à cause de son échec, mais à cause du contexte qui a motivé l'opération. Si l'opprobre de cet échec est retombé sans le moindre partage sur le Général Nivelle, le Colonel (er) Henri Ortholan s'intéresse aux responsabilités du pouvoir politique

En novembre 1916, l'armée française sortait victorieuse de la bataille de Verdun et, dans une moindre mesure, de celle de la Somme. La question se posait alors de savoir quelle suite il fallait donner au conflit. À l'initiative de Joffre, un point de situation fut fait lors de la conférence interalliée tenue à Chantilly le 15 novembre pour étudier un plan général pour l'année suivante. Finalement, on décide «que, dès le commencement de l'année 1917, une offensive générale serait prononcée sur tous les fronts, avec le maximum de moyens disponibles». En ce qui concerne celui de l'ouest, les armées britanniques et françaises attaquaient sur un très large front, d'Arras à l'Oise.

Or, en cette fin de l'année 1916, malgré le succès de Verdun, la situation de l'Entente et de ses alliés n'est pas très bonne. La Serbie, totalement envahie par les puissances centrales, est hors-jeu depuis plus d'un an. La Roumanie, qui s'est rangée aux côtés de l'Entente en août, vient de subir une défaite de première grandeur. Au terme de sa neuvième offensive sur l'Isonzo, l'Italie n'est toujours pas parvenue à obtenir un succès significatif sur l'Autriche-Hongrie. Et puis, et c'est le plus inquiétant, la Russie commence à donner des signes de faiblesse. Malgré les impressionnants succès initiaux remportés sur l'armée austro-hongroise, l'offensive Broussilov déclenchée le 4 juin 1916 s'est essoufflée et a fini par être contenue, en septembre, par l'armée allemande. Non seulement l'échec en lui-même, mais aussi le coût de cette offensive, un million d'hommes, commence à semer le doute dans les rangs de l'armée russe, dont la confiance vis-à-vis du tsar se trouve profondément ébranlée. Il apparaît que, tôt ou tard, la Russie risque de sortir du conflit. Par voie de conséquence, les armées allemandes victorieuses du front oriental

iront se reporter sur celui de l'ouest.

Enfin, le poids de l'opinion publique se fait sentir de plus en plus auprès du gouvernement français.

Implicitement, la question se pose donc, pour la France essentiellement, de sortir de la guerre avant que la Russie ne s'effondre et avant que, peut-être, les États-Unis n'interviennent. Tant qu'elle dispose des moyens qui le lui permettent, il lui faut absolument obtenir un succès décisif à l'ouest.

C'est dans un tel contexte que, moins d'un mois après la conférence de Chantilly, le 9 décembre, le gouvernement français démissionne et qu'un nouveau cabinet est constitué. Le Général Lyautey en devient ministre de la Guerre. Le premier acte du nouveau gouvernement est d'organiser un «comité de guerre», composé de cinq membres réunissant le président du Conseil, les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Armement, comité chargé «d'étudier et de trancher rapidement toutes les questions concernant la guerre».

Quelques bouleversements font suite à ces décisions. Par décrets des 12 et 13 décembre, le haut commandement est réorganisé. Le Général Nivelle remplace Joffre à la tête des armées du Nord et du Nord-Est, et l'armée d'Orient, qui dépendait directement de ce dernier, relève à nouveau directement du ministre de la Guerre. Le vainqueur de la Marne n'exerce plus aucun rôle actif dans la conduite des opérations et, bien que toujours général en chef des armées françaises, il n'est plus que conseiller technique militaire du gouvernement et membre consultatif du comité de guerre. En un mot, c'est au ministre de la Guerre qu'est désormais confiée, pour la France, la direction générale de la guerre, alors qu'elle n'avait dépendu que de Joffre jusqu'alors. En outre, le gouvernement n'a pas jugé utile de l'avertir de la nomination de Nivelle! Finalement, il démissionne le 26 décembre.

En désignant Nivelle, le gouvernement voulait répondre à un contexte politique tendu et à celui de relations difficiles avec le haut commandement. Depuis le redressement de la Marne, dont personne ne lui contestera la paternité, toutes les offensives que Joffre avait lancées jusqu'à 1916 n'avaient donné aucun résultat, au prix cependant de pertes considérables. Il lui était reproché aussi de n'avoir pas su prévenir l'offensive allemande sur Verdun. Par ailleurs, son attitude consistant à écarter systématiquement le monde politique de ses décisions opérationnelles le lui avait largement aliéné.

Aussi, le remaniement, voire le bouleversement ministériel du 9 décembre était l'occasion pour le gouvernement de reprendre la main à tout point de vue. En revanche, quel successeur trouver à Joffre? On aurait pu penser à Pétain, peut-être Castelnau, ou Foch... Poincaré et Briand s'accordent sur Nivelle. Il est vrai que celui-ci vient de reprendre haut la main devant Verdun les forts de Vaux, le 24 octobre, et de Douaumont, le 2 novembre, même s'il doit ces deux succès largement au Général Mangin. Nivelle paraît être donc l'homme de la situation; c'est un offensif, qualité que l'on ne retrouve pas chez Pétain. Et Castelnau et Foch ont sans doute le tort d'avoir été trop liés à Joffre. Par ailleurs, Nivelle paraît avoir «la méthode» après les affaires réussies de Verdun, méthode qu'il suffirait, pense-t-on, de généraliser à un large front d'attaque.

Polytechnicien, le Général Nivelle a commencé la guerre comme colonel, au même titre

que Pétain. En août 1914, il commandait un régiment d'artillerie à la tête duquel il s'était particulièrement illustré en Alsace. Ensuite, comme Pétain, il n'avait cessé de monter en grade, prenant le commandement d'une brigade, puis d'une division, puis d'un corps d'armée, enfin d'une armée, la II^{ème}, que commandait avant lui le Général Pétain. Il y avait quelque chose de comparable dans l'ascension de ces deux hommes[1].

Dès sa prise de commandement, Nivelle fait connaître son intention de remanier le plan convenu à Chantilly le 15 novembre précédent. Au lieu de prononcer un effort d'ensemble sur le front qui s'étendait d'Arras à l'Oise, il supprime une opération prévue au sud de la Somme pour pouvoir porter l'effort principal sur le front de l'Aisne, c'est-à-dire celui correspondant au Chemin des Dames. Les Britanniques lanceraient une offensive sur Cambrai, le groupe des armées du Nord sur Saint-Quentin, ces deux offensives étant simplement destinées à fixer l'ennemi.

L'enjeu est tel cette fois pour le pouvoir politique que Nivelle n'a pas les coudées franches dont bénéficiait son prédécesseur. Autant ce dernier montait ses offensives comme il l'entendait, autant Nivelle doit rendre des comptes. Or, lorsqu'il propose son plan d'offensive, très vite il ne fait l'unanimité ni dans le monde politique, ni même dans le monde militaire. Et s'il a besoin du concours des Britanniques, c'est-à-dire du Maréchal Haig, celui-ci n'a pas une très grande considération pour lui.

Une conférence se tient à Calais les 26 et 27 février 1917, lors de laquelle est fixée la date du déclenchement des opérations à l'ouest, aux premiers jours d'avril, et l'on convient que, pour la campagne de 1917 sur le front français, les armées britanniques seront temporairement subordonnées à Nivelle.

À ce moment-là, plusieurs contretemps surviennent.

- Le 15 mars, les Allemands lancent l'opération Alberich qui consiste à raccourcir leur front en procédant à un retrait stratégique entre Arras et Soissons sur une profondeur atteignant 70 km dans certains secteurs. Ce repli perturbe complètement le plan de Nivelle et est même de nature à le remettre en question. Primitivement, Britanniques et Français devaient engager l'action sur les deux flancs d'un saillant alors qu'ils vont devoir affronter un ennemi retranché le long d'un front plus rectiligne.
- Le 19 mars, le gouvernement Briand est renversé. Lui succède un gouvernement formé par Alexandre Ribot, qui prend pour ministre de la Guerre Paul Painlevé, ce dernier hostile à Nivelle.
- Et surtout, ce qui était redouté se vérifie. Nicolas II vient d'abdiquer le 15 mars. Si le gouvernement qui lui succède, celui de Kerenski, veut honorer les obligations de l'Entente, il ne présente plus les mêmes garanties de solidité que le précédent, en raison surtout d'une armée russe qui est à bout. Sachant par ailleurs qu'il n'était pas possible de compter à l'est sur la Roumanie avant longtemps, c'est bien à l'ouest qu'il fallait trouver une issue.
- Enfin, le 6 avril, les États-Unis entrent dans le conflit aux côtés des Alliés. Si cette intervention va soulager ces derniers dans l'effort de guerre, il n'est pas sûr que l'Entente soit maîtresse du jeu lorsque la paix interviendra. Mais on en n'est pas encore là et, de toute façon, l'armée américaine reste à construire!

C'est donc sous ces auspices peu encourageants que l'offensive du Chemin des Dames est projetée. Et c'est sans doute à ce stade-là que le pouvoir politique a une part importante de responsabilité dans les décisions prises et dans leurs conséquences.

Ce n'est pourtant pas faute de ne s'être pas informé. On voit déjà Painlevé sonder plusieurs généraux au sujet du projet de Nivelles et constater leur scepticisme, ce qui en dit long sur la confiance dont le généralissime jouissait parmi ses pairs. Inquiet, le ministre de la Guerre convainc Ribot de confronter les points de vue des politiques et des militaires avant une prise de décision définitive. D'où un repas organisé à huis-clos le 2 avril[2], réunissant Ribot, Painlevé, et les généraux Nivelles, Pétain et Franchet d'Espèrey.

Voilà ensuite que le colonel Messimy, qui était le ministre de la Guerre en juillet et août 1914, et qui avait gardé de nombreux contacts dans le monde politique, porte à Painlevé une note traduisant «l'opinion des chefs les plus réputés de l'armée», sorte de pétition ne disant pas son nom et peu amène pour Nivelles. D'où, à la demande du même Messimy, la convocation d'un conseil de guerre, rapidement réuni le 6 avril suivant à Compiègne, dans le train présidentiel, au cours duquel on voit Nivelles répondre aux critiques des quatre généraux commandant un groupe d'armées[3], en présence de Poincaré, Ribot et Painlevé, eux-mêmes flanqués des ministres de la Marine et de l'Armement[4]. On pourra discuter au passage sur le principe peu élégant qui consiste à faire «comparaître» un généralissime devant ses grands subordonnés; n'en déplaise à Painlevé qui s'en est moins ému[5].

Suivons donc Poincaré:

Le conseil de guerre traite de l'entrée en guerre des États-Unis, qui date du jour même et qui ouvre des perspectives de nature à reconsidérer l'offensive. Nivelles, au contraire, soutient «avec beaucoup de force» qu'il ne faut pas permettre aux Allemands de reprendre l'initiative. D'où l'accord général de ne rien ajourner. Accord aussi pour convenir que si les troisièmes lignes ne sont pas percées, «on ne s'obstinera pas».

«Mais, en cas de rupture, essaiera-t-on une exploitation stratégique et engagera-t-on une bataille en rase campagne? Ici apparaissent dans le comité deux tendances opposées. Nivelles, qui est partisan de l'exploitation, se sent en désaccord avec plusieurs de ses subordonnés. Il déclare que, dans ces conditions, il n'a plus qu'à donner sa démission. Tout le monde proteste. Tout le monde déclare que le gouvernement et l'armée ont confiance en Nivelles. L'incident s'apaise et Nivelles ne parle plus de démission»[6].

Donc, tout va bien, sauf que le désaccord semblait porter, non sur l'exploitation, mais sur le principe de l'offensive, et certainement, par voie de conséquence, sur des perspectives jugées discutables de percer les lignes allemandes, ce que Poincaré ne dit pas. Toutefois, si percée il devait y avoir, l'exploitation se serait rapidement heurtée sur la ligne Hindenburg, système déjà solidement organisé en profondeur et sur lequel les Allemands venaient de se replier.

Intéressons-nous ensuite à la position de Ribot[7], lorsque Nivelles offre sa démission:

«[...] À la fin, Nivelles offre sa démission parce qu'il se sent discuté et qu'il craint de n'avoir

pas toute l'autorité qu'il lui faudra sur ses collaborateurs. Il ne la maintient pas: le ministre de la Guerre et moi l'assurons de de la confiance du gouvernement, en insistant sur la nécessité de ménager nos forces, parce qu'il faut durer et que nous ne devons, à aucun prix, jouer une sorte de va-tout, au moment où l'entrée en guerre des États-Unis nous donne la certitude de la victoire finale. Nous sommes en présence de la carte forcée: il est trop tard pour reculer; dès lors nous ne pouvons que laisser au général en chef la liberté de ses mouvements, après l'avoir averti et lui avoir donné des conseils de prudence».

Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas à notre niveau de porter un jugement sur la valeur des conceptions stratégiques de Nivelle, mais de considérer leur perception par les hommes ayant à en connaître. À leurs yeux, l'offensive du Chemin des Dames était-elle pertinente dans son principe et ses modalités? Il s'agit ensuite de savoir si, en toute connaissance de cause, le décideur, c'est à dire le pouvoir politique, a eu raison ou non de la maintenir. Enfin, devait-il confirmer dans son commandement un généralissime largement contesté par ses pairs?

En toute logique, la conférence de Compiègne aurait dû déboucher sur la destitution ou la démission de Nivelle, puisque désavoué, sinon peu soutenu, par les généraux présents. Reconnaissons-lui d'avoir offert sa démission, que Poincaré a refusée, ainsi que Ribot et Painlevé! Un Joffre aurait vraisemblablement claqué la porte. Toujours est-il que Nivelle est resté en fonction et que, ce jour-là, 6 avril 1917, décision a été prise de maintenir l'offensive.

Ceci pour dire que, dix jours avant la date prévue de son déclenchement, la responsabilité de la décision de maintenir ou non l'offensive du Chemin des Dames en incombait au seul pouvoir politique. Avec les décrets de décembre 1916, celui-ci s'en était donné les moyens. L'ère du Général Joffre qui le mettait devant le fait accompli était révolue.

Cependant, au-delà de la personnalité de Nivelle et de ce qui ressemble à une dérobade des responsables politiques, plusieurs facteurs militaient en faveur du déclenchement de l'opération. Il était difficile de l'annuler, ou même de la reporter, tant ses préparatifs étaient avancés. La déception qui en aurait résulté aurait eu des résultats fâcheux sur l'armée et sur l'opinion publique. De plus, compte tenu des tout récents événements survenus, lancer l'offensive revenait à conserver l'initiative sur un adversaire déjà ébranlé par la bataille de la Somme et par son échec devant Verdun. Enfin, si la démission de Nivelle avait été acceptée, par qui le remplacer? Ce qui, d'après Painlevé[8], aurait eu pour conséquence d'annuler l'offensive et de ne pas honorer alors les accords convenus avec les Britanniques à Calais.

Il en résulte que le pouvoir politique, manifestement au pied du mur et n'ayant guère le choix, a simplement laissé faire, ce qui relevait d'une fuite en avant. Les seules recensions ci-dessus de Poincaré[9] et de Ribot en donnent nettement l'impression.

On pourra reprocher aussi à Nivelle d'avoir «charmé» les décideurs politiques. Mais que dire alors de Joffre en son temps, chacun ayant ses méthodes!

Le propos n'est pas ensuite d'entrer dans le détail du déroulement de l'opération elle-même. Au soir du 16 avril, il apparaissait qu'elle ne tiendrait pas ses promesses, l'artillerie n'ayant pas détruit tous les objectifs qui lui étaient assignés et la percée n'ayant pas eu lieu. Les jours suivants, Nivelles tenta de l'emporter; mais, très rapidement, il fallut se rendre à l'évidence: l'offensive du Chemin des Dames était un échec.

Il y a eu ensuite les conséquences dont personne ne pouvait préjuger. On a parlé de mutineries; le terme est tout à fait impropre, il y a eu surtout des actes d'insoumission, les hommes refusant de monter en ligne pour se faire tuer pour rien. D'ailleurs, les officiers d'encadrement, bien placés pour comprendre l'attitude de la troupe, n'ont pas été inquiétés.

Pourtant, cette offensive est à peu près comparable par son ampleur, sa durée, et même par ses pertes, à celle de Champagne du 25 septembre 1915. En fait, elle est surtout l'opération de trop. La suite d'échecs enregistrés par Joffre courant 1915 et 1916 avait conduit à sa chute. Si l'échec de 1917 explique à la fois la disgrâce rapide de Nivelles^[10] et la crise qui secoue l'armée française, c'est bien parce que chacun avait fondé tous ses espoirs sur cette offensive.

Sans aucun doute, il y a eu des erreurs dans la conception même de l'opération et dans sa préparation, et le Général Nivelles en porte assurément la responsabilité. Mais le pouvoir politique ne doit-il pas porter la sienne également, déjà pour l'avoir désigné, pour l'avoir ensuite maintenu à son poste, enfin pour avoir maintenu l'offensive? Ceci expliquerait, tout cela exprimé avec beaucoup de prudence, que l'intéressé ait retrouvé, grâce à Clemenceau d'ailleurs, une fonction de son rang en étant nommé, en décembre 1917, commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord, où il le restera jusqu'en 1920. Une disgrâce? Voire. Bien d'autres avant lui qui avaient été déjà pareillement limogés, relevés ou remerciés, se seraient facilement contentés de bien moins. C'était peut-être un biais pour le pouvoir politique de ne pas se désavouer.

C'est là qu'il faut citer un passage des mémoires de Poincaré qui ne manque pas d'intérêt pour expliquer cette réhabilitation. On lit en effet, Poincaré s'adressant à Clemenceau au sujet de l'offensive du Chemin des Dames^[11]:

«[...] Je vous demanderai, dans un autre ordre d'idées, de m'envoyer le rapport sur la bataille de l'Aisne^[12]. Vous avez réintégré Nivelles; c'est la réparation d'une injustice».

Réponse de Clemenceau: «Oh! d'une injustice! Je l'ai replacé parce qu'il m'a fait pitié. Il est moins coupable que ceux qui l'ont nommé». C'était une pierre dans le jardin des politiques qui étaient aux affaires en décembre 1916, et peut-être même dans celui des responsables qui avaient refusé sa démission au début d'avril 1917.

On rappellera enfin que celui qui fut surnommé «le boucher» dès les premiers jours de l'offensive fut, la paix revenue, nommé au Conseil supérieur de la guerre, élevé à la dignité de Grand-croix dans la Légion d'honneur et décoré de la Médaille militaire.

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

Le Colonel (er) Henri ORTHOLAN est adhérent de l'Association des ingénieurs diplômés des écoles militaires d'infrastructure, entité associée à Minerve.

[1] Enfin, qualité qui n'est pas négligeable lorsque l'on compte la Grande-Bretagne comme alliée, Nivelles, dont la mère est anglaise, parle anglais couramment. Ceci étant, ce n'est pas pour cette raison qu'il a été choisi.

[2] Général F. Gambiez, Colonel M. Suire, «Histoire de la Première Guerre mondiale», Fayard, Paris, t. 2, p. 11 et 15.

[3] Le Général de Castelnau commandait le groupe des armées du Nord, le Général Pétain celui du Centre, le Général Franchet d'Espèrey celui de l'Est et le Général Micheler le groupe d'armées de réserve destiné à attaquer sur le Chemin des Dames.

[4] D'après Ribot, il n'y a pas eu de procès-verbal de cette conférence, Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites., p. 78.

[5] Painlevé Paul, «Comment j'ai nommé Foch et Pétain», Paris, Librairie Félix Alcan, 1922, p. 52.

[6] Raymond Poincaré, «Au service de la France», t. IX, p. 107-108.

[7] Ribot précise en note de bas de page: «Cette réunion du 6 avril devait, dans l'esprit du président de la République, effacer les froissements du général en chef».

[8] Painlevé Paul, op. cit., p. 46.

[9] Dans ses mémoires «Au service de la France», on notera la manière dont Poincaré aborde les faits. T. IX, p.107-108.

[10] Painlevé remplace, sans tarder, Nivelles par Pétain le 15 mai 1917.

[11] Poincaré, op. cit., T. IX, p. 433.

[12] Une commission d'enquête est constituée après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, dirigée par le Général Brugère.

Titre : Par le Colonel Henri ORTHOLAN

Auteur(s) : Par le Colonel Henri ORTHOLAN

Date de parution 15/03/2018
